

Convention collective d'arrondissement

IDCC : 1387. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
DES FLANDRES-DOUAISIS**
(20 mai 1986)

(Etendue par arrêté du 31 décembre 1986,
Journal officiel du 13 janvier 1987)

ACCORD « SALAIRES » DU 24 JUILLET 2009

NOR : *ASET0950798M*
IDCC : 1387

Entre :

L'UDIMETAL ;

L'UIMM Artois-Douais ;

L'UIMM Lille Flandre intérieure,

D'une part, et

La CFE-CGC SIATIM métallurgie du Nord-Pas-de-Calais ;

Le syndicat départemental CFTC de la métallurgie du Nord ;

L'USM-FO Nord,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les parties signataires soulignent le caractère spécifique des négociations professionnelles et rappellent que le présent accord, conclu sur les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) et garanties (TEGA), ne peut servir de base à la revalorisation des salaires effectifs telle qu'elle est définie dans les entreprises.

Article 1^{er}

Taux effectifs garantis annuels (TEGA)

Article 1.1

Garanties 2009

Les barèmes des taux effectifs garantis annuels (TEGA) valables pour l'ensemble de l'année civile à partir de l'année 2009 fixent, pour chaque

niveau et échelon de la classification résultant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, la rémunération annuelle brute au-dessous de laquelle aucun mensuel ne peut être rémunéré pour une durée hebdomadaire de travail effectif de 35 heures (annexe I).

Ces rémunérations tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail.

Elles doivent être adaptées à l'horaire réellement pratiqué par l'entreprise (ou, s'il est différent, par le salarié) au cours de l'année en tenant compte des coefficients correcteurs correspondants.

Les coefficients correcteurs figurant dans l'annexe III au présent accord sont donnés à titre indicatif. Ils correspondent aux taux légaux de majoration des heures supplémentaires applicables au jour de la signature du présent accord.

Article 1.2

Bénéficiaires de la garantie

Bénéficiaire de la garantie instituée à l'article 1.1 du présent accord tous les mensuels à l'exception des titulaires d'un contrat de travail régi par des dispositions spécifiques en matière de rémunération.

En outre, les barèmes mentionnés aux articles 1.1 et 2 du présent accord doivent être adaptés aux situations propres à certaines catégories de travailleurs pour lesquels la réglementation institue des abattements de rémunération (jeunes de moins de 18 ans, travailleurs handicapés...).

Article 1.3

Modalités de vérification

Pour vérifier si un mensuel a bénéficié sur l'ensemble de l'année 2009 d'une rémunération brute au moins égale pour l'horaire considéré, aux garanties constituées par le présent accord, il sera tenu compte des éléments définis par l'article 9.2.1 *bis* de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres ainsi que des indemnités représentant tout ou partie des compensations salariales de la réduction d'horaire que les entreprises ont, le cas échéant, instituées notamment au titre de la réduction du temps de travail, et ce même si cette indemnité figure à part sur le bulletin de paie.

Article 1.4

Durée de validité de la garantie

La garantie instituée par l'article 1.1 du présent accord est valable pour une année complète.

Il s'ensuit que cette garantie doit être adaptée *pro rata temporis* lorsqu'intervient un changement de classification ainsi qu'en cas d'entrée ou de départ en cours d'année.

Article 1.5

Adaptation de la garantie

Les périodes pendant lesquelles l'entreprise ne supporte pas elle-même l'intégralité de la rémunération, par exemple en cas de maladie, d'accident

ou d'absence quelconque non indemnisée, ne sont pas prises en compte. Le taux effectif garanti annuel est alors adapté en proportion des périodes effectivement travaillées.

Article 1.6

Régularisation

Dans le cas où la comparaison entre les sommes effectivement versées au titre de l'année et la garantie instituée par l'accord laisserait apparaître qu'un mensuel n'a pas été rempli de ses droits, celui-ci recevra, à l'échéance de la paie la plus proche, le complément de rémunération brute correspondant.

Article 2

Rémunérations minimales hiérarchiques

Le barème des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) servant exclusivement à la détermination des primes d'ancienneté est revalorisé à compter du 1^{er} septembre 2009. La valeur du point RMH est fixée à cette date à 3,64 €. Les parties précisent que cette revalorisation s'applique pour la première fois à la prime d'ancienneté versée au titre du mois de septembre 2009.

Les montants mensuels indiqués dans le barème des RMH figurant en annexe II au présent accord s'appliquent pour la durée légale du travail. Ils tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail.

Les montants figurant dans le barème des RMH sont arrondis à l'euro supérieur dès lors que le nombre de centimes après la virgule est égal ou supérieur à 50, à l'euro inférieur dans le cas contraire. Ces montants sont donnés à titre indicatif.

En effet, les valeurs de primes d'ancienneté sont calculées par le produit de la valeur du point par le coefficient et le taux d'ancienneté applicable sans arrondi pour éviter le cumul d'arrondis. Les valeurs qui en découlent sont arrondies au centime supérieur si le 3^e chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, au centime inférieur dans le cas contraire.

Les valeurs de primes d'ancienneté qui résultent de ce calcul figurent en annexe IV pour les administratifs, techniciens et maîtrises hors atelier, en annexe V pour les travailleurs manuels et en annexe VI pour les maîtrises d'atelier.

Ces valeurs de primes d'ancienneté doivent être adaptées à l'horaire pratiqué par l'entreprise, ou, s'il est différent, au salarié.

Article 3

Allocation complémentaire de vacances

Le montant de l'allocation complémentaire de vacances défini aux articles 11.1.14 à 11.1.18 de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres est porté à 420 € bruts pour la période allant du 1^{er} mai 2009 au 30 avril 2010.

Article 4

Indemnité du panier de nuit

Le montant de l'indemnité du panier de nuit visée par l'article 7.1.8 de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres est porté à 5,60 € par repas à compter du 1^{er} juillet 2009.

Article 5

Discussions conventionnelles

Les parties conviennent que certains sujets, abordés entre les délégations patronales et syndicales au cours des 3 dernières années sans qu'une conclusion positive ait pu, jusqu'ici, être réalisée, constituent des points sur lesquels un accord peut et gagnerait à être trouvé.

C'est pourquoi, elles s'engagent à ouvrir, entre toutes les organisations patronales et syndicales concernées, au plus tard en octobre 2009, une négociation à l'effet d'en discuter et d'aboutir avant le 31 décembre 2009.

Pour permettre à cette négociation de se dérouler dans des conditions sereines, elles proposent de centrer leurs discussions sur les sujets suivants :

- TEGA : possibilité d'exclure l'allocation complémentaire de vacances de la définition des TEGA, telle qu'elle est posée à l'article 9.2.1. *bis* de la convention collective ; modalités pratiques de cette exclusion (date d'effet, condition d'ancienneté liée à l'ouverture du droit à l'allocation complémentaire de vacances, cas de non-versement) ;
- congés payés : possibilité de raccourcir la durée prévue par l'article 11.1.3 de la convention collective, pendant laquelle les absences pour maladie sont assimilées à des périodes de travail effectif pour le calcul de la durée des congés payés légaux annuels ;
- préavis : possibilité de simplifier les durées de préavis prévues à l'article 12.2.1 de la convention collective, par la suppression des mentions « semaine en cours » ou « mois en cours » ;
- prévoyance : possibilité de mettre en place, au profit de l'ensemble des mensuels, une garantie minimale de prévoyance ; date d'application et modalités pratiques.

Article 6

Durée de validité de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 7

Extension

Les parties signataires conviennent de l'intérêt d'assurer au présent accord la plus large application et s'engagent, en conséquence, à en demander l'extension.

Article 8

Formalités

Le présent accord fera l'objet des dépôts conformément à la réglementation.

Fait à Faches-Thumesnil, le 24 juillet 2009.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Taux effectifs garantis annuels (TEGA) 2009

(Base 35 heures)

1. Mensuels âgés de 18 ans accomplis

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	ADMINISTRATIFS techniciens maîtrise hors atelier	TRAVAILLEURS manuels	MAÎTRISE d'atelier
V	3	395	27 555		29 000
	3	365	25 440		26 750
	2	335	23 375		24 500
	1	305	21 330		22 220
IV	3	285		19 955	20 760
	2	270		18 940	AM 4
	1	255		17 895	AM 3

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	ADMINISTRATIFS techniciens maîtrise hors atelier	TRAVAILLEURS manuels	MAÎTRISE d'atelier
III	3	240	17 140	17 550	17 850
	2	225		16 960	AM 2
	1	215			AM 1
II	3	190	16 480	16 550	
	2	180		P 2	
	1	170		P 1	
I	3	155		15 975	O 3
	2	145		15 972	O 2
	1	140		15 970	O 1

En toute hypothèse, le mensuel ne peut percevoir une rémunération inférieure au SMIC correspondant à l'horaire pratiqué.

Pour vérifier si la rémunération annuelle est au moins égale au TEGA, il convient de tenir compte des éléments définis à l'article 9.2.1 *bis* de la convention collective.

Ce barème est établi sur la base d'un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures. Il doit être adapté en cas d'horaire différent en tenant compte des coefficients correcteurs (annexes III).

Il inclut toutes les compensations pour réductions d'horaires.

L'évolution des barèmes de TEGA et de RMH obéit à une logique propre et ne peut servir de base ou de référence à l'évolution des salaires réels versés par les entreprises.

2. Mensuels âgés de moins de 18 ans

Le taux effectif garanti annuel (TEGA) des mensuels âgés de moins de 18 ans subit un abattement dans les conditions ci-après :

ÂGE	ANCIENNETÉ		
	Moins de 6 mois	6 mois à 1 an	Plus de 1 an
16 - 17 ans	TEGA – 20 % sans être < au SMIC – 20 %	TEGA – 20 % sans être < au SMIC	Aucun abattement
17 - 18 ans	TEGA – 10 % sans être < au SMIC – 10 %	TEGA – 10 % sans être < au SMIC	Aucun abattement

ANNEXE II

Rémunérations minimales hiérarchiques 2009

(Base 35 heures)

Ce barème sert exclusivement de base de calcul des primes d'ancienneté.
Il inclut toutes les compensations pour réductions d'horaires.
Applicable au 1^{er} septembre 2009.
Valeur du point : 3,64 €.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	INDICE	ADMINISTRATIFS techniciens maîtrise hors atelier	TRAVAILLEURS manuels (1)	MAÎTRISE d'atelier (1)
V	3	395	1 438		1 538
	3	365	1 329		1 422
	2	335	1 219		1 305
	1	305	1 110		1 188
IV	3	285	1 037	TA 4	1 110
	2	270	983	TA 3	1 032
	1	255	928	TA 2	975
					993
					AM 4
					AM 3

NIVEAU	ÉCHELON	INDICE	ADMINISTRATIFS techniciens maîtrise hors atelier	TRAVAILLEURS manuels (1)	MAÎTRISE d'atelier (1)
III	3	240	874	TA 1	935
	2	225	819		
	1	215	783	P 3	837
II	3	190	692	P 2	726
	2	180	655		
	1	170	619	P 1	650
I	3	155	564	O 3	592
	2	145	528	O 2	554
	1	140	510	O 1	535
(1) Ces montants incluent les majorations prévues par l'accord national du 30 janvier 1980 (5 % travailleur manuel et 7 % maîtrise d'atelier).					

Ces valeurs de primes d'ancienneté doivent être adaptées à l'horaire pratiqué par l'entreprise, ou, s'il est différent, par le salarié, en tenant compte des coefficients correcteurs (annexes III).

Mode de calcul de la prime d'ancienneté

La prime d'ancienneté est égale au coefficient \times valeur du point \times taux de la catégorie (voir lignes ci-dessous) \times taux d'ancienneté :

- administratifs, techniciens, maîtrise hors atelier 1 ;
- travailleurs manuels 1,05 ;
- maîtrise d'atelier : 1,07.

Les valeurs qui en découlent sont arrondies au centime supérieur si le 3^e chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, au centime inférieur dans le cas contraire.

ANNEXE III

Entreprises de toutes tailles

Dans le cas où l'horaire est différent de 35 heures, il y a lieu d'appliquer aux valeurs du barème des taux effectifs garantis annuels et aux valeurs des primes d'anciennetés calculées à partir du barème des rémunérations minimales hiérarchiques, le coefficient correcteur correspondant à l'horaire pratiqué.

Attention :

- le coefficient correcteur tient compte d'une majoration payée en espèces. Il n'est pas applicable dans le cas d'une majoration en temps de repos ;
- le coefficient correcteur est calculé à partir de la majoration légale de 25 % pour les heures accomplies entre 35 et 43 heures et 50 % au-delà.

(En heures.)

	HORAIRE hebdomadaire	NOMBRE D'HEURES effectivement payées (1)	COEFFICIENT correcteur (2)
Heures au taux normal	30,00	30,000	0,857143
	30,50	30,500	0,871429
	31,00	31,000	0,885714
	31,50	31,500	0,900000
	32,00	32,000	0,914286
	32,50	32,500	0,928571
	33,00	33,000	0,942857
	33,50	33,500	0,957143
	34,00	34,000	0,971429
	34,50	34,500	0,985714

	HORAIRE hebdomadaire	NOMBRE D'HEURES effectivement payées (1)	COEFFICIENT correcteur (2)
Durée légale	35,00	35,000	1,000000
Heures majorées à 25 %	35,50	35,625	1,017857
	36,00	36,250	1,035714
	36,50	36,875	1,053571
	37,00	37,500	1,071429
	37,50	38,125	1,089286
	38,00	38,750	1,107143
	38,50	39,375	1,125000
	39,00	40,000	1,142857
	39,50	40,625	1,160714
	40,00	41,250	1,178571
	40,50	41,875	1,196429
	41,00	42,500	1,214286
	41,50	43,125	1,232143
	42,00	43,750	1,250000
	42,50	44,375	1,267857

	HORAIRE hebdomadaire	NOMBRE D'HEURES effectivement payées (1)	COEFFICIENT correcteur (2)
	43,00	45,000	1,285714
Heures majorées à 50 %	43,50	45,750	1,307143
	44,00	46,500	1,328571
	44,50	47,250	1,350000
	45,00	48,000	1,371429
	45,50	48,750	1,392857
	46,00	49,500	1,414286
	46,50	50,250	1,435714
	47,00	51,000	1,457143
	47,50	51,750	1,478571
	48,00	52,500	1,500000
(1) C'est-à-dire tenant compte des majorations pour les heures supplémentaires payées et non prises en repos. (2) Nombre d'heures effectivement payées divisé par 35.			

ANNEXE IV

Primes d'ancienneté (base 35 heures) (1)
Administratifs, techniciens, maîtrises hors atelier

Applicable au 1^{er} septembre 2009.
 Valeur du point : 3,64 €.

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	MINI hiérar- chique	TAUX D'ANCIENNETÉ													
				3 ans 3 %	4 ans 4 %	5 ans 5 %	6 ans 6 %	7 ans 7 %	8 ans 8 %	9 ans 9 %	10 ans 10 %	11 ans 11 %	12 ans 12 %	13 ans 13 %	14 ans 14 %	15 ans 15 %	20 ans 17 %
V				43,13	57,51	71,89	86,27	100,65	115,02	129,40	143,78	158,16	172,54	186,91	201,29	215,67	244,43
	3	395	1 438	39,86	53,14	66,43	79,72	93,00	106,29	119,57	132,86	146,15	159,43	172,72	186,00	199,29	225,86
	2	335	1 219	36,58	48,78	60,97	73,16	85,36	97,55	109,75	121,94	134,13	146,33	158,52	170,72	182,91	207,30
	1	305	1 110	33,31	44,41	55,51	66,61	77,71	88,82	99,92	111,02	122,12	133,22	144,33	155,43	166,53	188,73
IV				31,12	41,50	51,87	62,24	72,62	82,99	93,37	103,74	114,11	124,49	134,86	145,24	155,61	176,36
	3	285	1 037	29,48	39,31	49,14	58,97	68,80	78,62	88,45	98,28	108,11	117,94	127,76	137,59	147,42	167,08
	2	270	983	27,85	37,13	46,41	55,69	64,97	74,26	83,54	92,82	102,10	111,38	120,67	129,95	139,23	157,79
	1	255	928														
III				26,21	34,94	43,68	52,42	61,15	69,89	78,62	87,36	96,10	104,83	113,57	122,30	131,04	148,51
	3	240	874	24,57	32,76	40,95	49,14	57,33	65,52	73,71	81,90	90,09	98,28	106,47	114,66	122,85	139,23
	2	225	819	23,48	31,30	39,13	46,96	54,78	62,61	70,43	78,26	86,09	93,91	101,74	109,56	117,39	133,04
	1	215	783														

NIV.	ÉCH.	COEF.	MINI hiérar- chique	TAUX D'ANCIENNETÉ														
				3 ans 3 %	4 ans 4 %	5 ans 5 %	6 ans 6 %	7 ans 7 %	8 ans 8 %	9 ans 9 %	10 ans 10 %	11 ans 11 %	12 ans 12 %	13 ans 13 %	14 ans 14 %	15 ans 15 %	20 ans 17 %	
II	3	190	692	20,75	27,66	34,58	41,50	48,41	55,33	62,24	69,16	76,08	82,99	89,91	96,82	103,74	117,57	
	2	180	655	19,66	26,21	32,76	39,31	45,86	52,42	58,97	65,52	72,07	78,62	85,18	91,73	98,28	111,38	
	1	170	619	18,56	24,75	30,94	37,13	43,32	49,50	55,69	61,88	68,07	74,26	80,44	86,63	92,82	105,20	
I	3	155	564	16,93	22,57	28,21	33,85	39,49	45,14	50,78	56,42	62,06	67,70	73,35	78,99	84,63	95,91	
	2	145	528	15,83	21,11	26,39	31,67	36,95	42,22	47,50	52,78	58,06	63,34	68,61	73,89	79,17	89,73	
	1	140	510	15,29	20,38	25,48	30,58	35,67	40,77	45,86	50,96	56,06	61,15	66,25	71,34	76,44	86,63	

(1) En cas d'horaire constant différent voir annexe III.

ANNEXE V

Primes d'ancienneté (base 35 heures) (1)

Travailleurs manuels

Applicable au 1^{er} septembre 2009.
Valeur du point : 3,64 €.

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	MINI hiérar- chique	TAUX D'ANCIENNETÉ														
				3 ans 3 %	4 ans 4 %	5 ans 5 %	6 ans 6 %	7 ans 7 %	8 ans 8 %	9 ans 9 %	10 ans 10 %	11 ans 11 %	12 ans 12 %	13 ans 13 %	14 ans 14 %	15 ans 15 %	20 ans 17 %	
IV	3	285	TA4	1 089	32,68	43,57	54,46	65,36	76,25	87,14	98,03	108,93	119,82	130,71	141,61	152,50	163,39	185,18
	2	270	TA3	1 032	30,96	41,28	51,60	61,92	72,24	82,56	92,87	103,19	113,51	123,83	134,15	144,47	154,79	175,43
	1	255	TA2	975	29,24	38,98	48,73	58,48	68,22	77,97	87,71	97,46	107,21	116,95	126,70	136,45	146,19	165,68
III	3	240	TA1	917	27,52	36,69	45,86	55,04	64,21	73,38	82,56	91,73	100,90	110,07	119,25	128,42	137,59	155,94
	1	215	P3	822	24,65	32,87	41,09	49,30	57,52	65,74	73,96	82,17	90,39	98,61	106,82	115,04	123,26	139,69
II	3	190	P2	726	21,79	29,05	36,31	43,57	50,83	58,09	65,36	72,62	79,88	87,14	94,40	101,67	108,93	123,45
	1	170	P1	650	19,49	25,99	32,49	38,98	45,48	51,98	58,48	64,97	71,47	77,97	84,47	90,96	97,46	110,46
I	3	155	O3	592	17,77	23,70	29,62	35,54	41,47	47,39	53,32	59,24	65,17	71,09	77,01	82,94	88,86	100,71
	2	145	O2	554	16,63	22,17	27,71	33,25	38,79	44,34	49,88	55,42	60,96	66,50	72,04	77,59	83,13	94,21
	1	140	O1	535	16,05	21,40	26,75	32,10	37,46	42,81	48,16	53,51	58,86	64,21	69,56	74,91	80,26	90,96

(1) En cas d'horaire constant différent voir annexe III.

ANNEXE VI

Primes d'ancienneté (base 35 heures) (1)

Maîtrises d'atelier

Applicable au 1^{er} septembre 2009.
Valeur du point : 3,64 €.

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	MINI hiérar- chique	TAUX D'ANCIENNETÉ													
				3 ans 3 %	4 ans 4 %	5 ans 5 %	6 ans 6 %	7 ans 7 %	8 ans 8 %	9 ans 9 %	10 ans 10 %	11 ans 11 %	12 ans 12 %	13 ans 13 %	14 ans 14 %	15 ans 15 %	20 ans 17 %
V	3	395 AM7	1 538	46,15	61,54	76,92	92,31	107,69	123,08	138,46	153,84	169,23	184,61	200,00	215,38	230,77	261,54
		365 AM7	1 422	42,65	56,86	71,08	85,30	99,51	113,73	127,94	142,16	156,38	170,59	184,81	199,02	213,24	241,67
	2	335 AM6	1 305	39,14	52,19	65,24	78,29	91,33	104,38	117,43	130,48	143,52	156,57	169,62	182,67	195,71	221,81
	1	305 AM5	1 188	35,64	47,52	59,40	71,27	83,15	95,03	106,91	118,79	130,67	142,55	154,43	166,31	178,19	201,95
IV	3	285 AM4	1 110	33,30	44,40	55,50	66,60	77,70	88,80	99,90	111,00	122,10	133,20	144,30	155,40	166,50	188,70
	1	255 AM3	993	29,80	39,73	49,66	59,59	69,52	79,45	89,39	99,32	109,25	119,18	129,11	139,04	148,98	168,84
III	3	240 AM2	935	28,04	37,39	46,74	56,09	65,43	74,78	84,13	93,48	102,82	112,17	121,52	130,87	140,21	158,91
	1	215 AM1	837	25,12	33,50	41,87	50,24	58,62	66,99	75,36	83,74	92,11	100,49	108,86	117,23	125,61	142,35

(1) En cas d'horaire constant différent voir annexe III.

Indemnités, primes, allocations

1. Indemnités diverses :

- indemnité de panier [travaux de nuit] (art. 7.1.8 de la convention collective du 20 mai 1986) : 5,60 € (1) ;
- indemnité de repas [petit déplacement] (accord du 26 février 1976, art. 2.3) : $2,5 \times$ le minimum légal.

2. Primes pour l'obtention d'un diplôme de l'enseignement technologique :

- obtention d'un CAP de la profession par un apprenti sous contrat (art. 8.2.4 de la convention collective du 20 mai 1986) : 22,87 € ;
- obtention d'un diplôme dans les conditions prévues par l'article 8.4.1 de la convention collective du 20 mai 1986 :
 - CAP, BEP, CQP, CQT 1, CFPA 1^{er} degré : 76,22 € ;
 - CQT 2, CQT 3, BP, BTN, diplôme AFPA, niveau IV : 114,34 € ;
 - BTS, DUT, diplôme AFPA, niveau III : 152,45 €.

3. Allocation complémentaire de vacances (art. 11.1.14 et suivants de la convention collective du 20 mai 1986) : entre le 1^{er} mai 2009 et le 30 avril 2010 : 420 €.

(1) A compter du 1^{er} septembre 2009 (accord du 24 juillet 2009).